

Paris, le 27 mai 2024

Mesdames, Messieurs, chers actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que les actionnaires de la société Roche Bobois SA (la **Société**) sont convoqués à l'**assemblée générale ordinaire** de la Société qui se tiendra **le 13 juin 2024 à 10 heures 30, Hôtel des arts et métiers, 9 bis avenue d'Iéna, 75116 Paris**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- 1 - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 2 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 3 - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 4 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code du Commerce et approbation desdites conventions et desdits engagements
- 5 - Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux
- 6 - Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce concernant les mandataires sociaux
- 7 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Jean-Eric Chouchan, président du conseil de surveillance, au titre de l'exercice 2023
- 8 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Guillaume Demulier, président du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 9 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Eric Amourdedieu, membre du directoire et directeur général, au titre de l'exercice 2023
- 10 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Antonin Roche, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 11 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Martin Gleize, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 12 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan,
- 13 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche,
- 14 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi,
- 15 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche,
- 16 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra,
- 17 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Annalisa Loustau-Elia,
- 18 - Renouvellement du mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan,
- 19 - Ratification de la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur,
- 20 - Fixation de la rémunération allouée au conseil de surveillance
- 21 - Nomination de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité
- 22 - Autorisation donnée au directoire à l'effet de mettre en œuvre un programme d'achat d'actions de la Société
- 23 - Pouvoirs pour formalités

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTION

L'avis de réunion valant avis de convocation contenant le texte des projets de résolution a été publié au BALO du 6 mai 2024 (bulletin n° 55).

18, rue de Lyon 75012
PARIS -FRANCE

Tél. 33 (0)1 53 46 10 00
info@roche-bobois.com

SA au capital de 50 227 215 €
R.C.S. PARIS 493 229 280

Siège social : 18, rue de
Lyon - 75012 PARIS

www.roche-bobois.com

MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée générale sous réserve de justifier de son identité et de son droit de participer à ladite assemblée.

1. FORMALITES PREALABLES A EFFECTUER POUR PARTICIPER A L'ASSEMBLEE

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, l'actionnaire devra justifier de cette qualité par l'inscription en compte des titres à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale (soit le 11 juin 2024 à zéro heure, heure de Paris) :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire Société Générale Securities Services,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de commerce, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

2. MODALITES PARTICULIERES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Les actionnaires disposent des options suivantes pour participer à l'assemblée générale :

1. Assister personnellement à l'Assemblée Générale au lieu mentionné ci-dessus
2. Voter à distance par voie postale ou par internet sur la plateforme de vote sécurisée Votaccess ; ou
3. Donner une procuration à toute personne physique ou morale de son choix, dans les conditions légales et réglementaires applicables ou donner pouvoir au Président de l'assemblée générale. Celui-ci émettra alors en leur nom un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, tout actionnaire ayant déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir, demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Ces modalités de participation sont précisées ci-dessous.

I. Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée Générale

L'actionnaire souhaitant assister physiquement à l'assemblée générale devra se munir d'une carte d'admission qu'il pourra demander de la façon suivante :

▪ **Demande de carte d'admission par voie postale**

- L'actionnaire au nominatif pourra demander une carte d'admission en retournant le formulaire unique joint à la convocation dûment rempli et signé au moyen de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation ou par courrier simple, à Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex, France. L'actionnaire au nominatif qui n'aura pas reçu sa carte d'admission au jour de l'assemblée générale, pourra néanmoins y participer s'il est muni d'une pièce d'identité.
- L'actionnaire au porteur devra demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée. L'actionnaire au porteur souhaitant assister à l'assemblée générale et n'ayant pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 11 juin 2024 devra présenter une attestation de participation délivrée par son intermédiaire financier habilité conformément à la réglementation.

Les actionnaires au porteur et au nominatif devront être en mesure de justifier de leur identité pour assister à l'assemblée générale.

▪ **Demande de carte d'admission par voie électronique**

Les actionnaires souhaitant participer en personne à l'assemblée générale peuvent également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

- **L'actionnaire au nominatif** pourra demander une carte d'admission sur la plateforme sécurisée Votaccess. L'actionnaire au nominatif se connectera au site <https://sharinbox.societegenerale.com> en utilisant son code d'accès

habituel (rappelé sur le formulaire unique de vote) ou son email de connexion (s'il a déjà activé son compte Sharingbox by SG Markets). Le mot de passe de connexion au site lui a été adressé par courrier lors de son entrée en relation avec Société Générale Securities Services. Il peut être ré-envoyé en cliquant sur « Mot de passe oublié » sur la page d'accueil du site. Après s'être connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les instructions données à l'écran afin de demander une carte d'admission.

- **L'actionnaire au porteur** pourra se connecter avec ses identifiants et codes d'accès habituels au portail Internet de son Teneur de Compte Titres pour accéder au site Internet Votaccess puis suivra la procédure indiquée à l'écran pour demander sa carte d'admission. Seul l'actionnaire au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site Votaccess pourra faire sa demande de carte d'admission par Internet. La carte d'admission sera disponible selon la procédure indiquée sur l'écran.

La plateforme Votaccess pour l'Assemblée Générale sera ouverte à compter du 27 mai 2024 à 9 heures. La possibilité de demander une carte d'admission par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin le 12 juin 2024 à 15 heures, heure de Paris. Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme Votaccess, il est vivement recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée Générale pour saisir leurs instructions.

II. Actionnaires ne pouvant pas participer en assistant personnellement à l'Assemblée

Les actionnaires pourront voter par correspondance ou donner pouvoir, en utilisant le formulaire de vote prévu à cet effet et en le renvoyant par voie postale ou voter par voie électronique via la plateforme de vote sécurisée Votaccess.

▪ **Vote par correspondance par voie postale**

- **Les actionnaires au nominatif** doivent retourner le formulaire unique joint à la convocation dûment complété et signé au moyen de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation ou par courrier simple, à Société Générale Securities Services, Service des Assemblées, CS 30812, 44308 Nantes Cedex, France.
- **Les actionnaires au porteur** doivent retourner leur formulaire unique de vote par correspondance dûment complété et signé à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres. Celui-ci justifiera de leur qualité d'actionnaire et retournera le formulaire à Société Générale Securities Services.

La Société attire l'attention des actionnaires au porteur sur le fait qu'ils peuvent télécharger le formulaire en ligne sur le site internet de la Société mais doivent impérativement passer par leur teneur de compte pour retourner leur instruction à la Société, laquelle devra être accompagnée de l'attestation délivrée par l'intermédiaire financier, qui apportera ainsi la preuve de la qualité d'actionnaire du titulaire. La Société ne traitera pas les formulaires de vote reçus seuls (sans attestation du teneur de compte).

Ces formulaires ne seront pris en considération que si ces derniers, dûment complétés et signés, sont parvenus à Société Générale Securities Services par courrier adressé à la Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex, France, trois jours au moins avant la date de l'assemblée (soit le 10 juin 2024 à 23h59) à défaut de quoi, il ne pourra être pris en compte.

A compter de la convocation, les actionnaires au porteur pourront demander par écrit à leur teneur de compte de leur adresser ledit formulaire. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'assemblée.

▪ **Vote par correspondance par voie électronique**

Les actionnaires ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, avant l'Assemblée Générale, sur le site Votaccess, dans les conditions ci-dessous.

- **L'actionnaire au nominatif** pourra accéder à Votaccess. L'actionnaire au nominatif se connectera au site <https://sharinbox.societegenerale.com> en utilisant son code d'accès habituel (rappelé sur le formulaire unique de vote) ou son email de connexion (s'il a déjà activé son compte Sharingbox by SG Markets). Le mot de passe de connexion au site lui a été adressé par courrier lors de son entrée en relation avec Société Générale Securities Services. Il peut être ré-envoyé en cliquant sur « Mot de passe oublié » sur la page d'accueil du site. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme Votaccess et voter.
- **L'actionnaire au porteur** pourra se connecter avec ses identifiants habituels au portail Internet de son Teneur de Compte Titres avec ses codes d'accès habituels pour accéder au site Internet Votaccess puis suivra la procédure indiquée à l'écran pour voter. Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site Votaccess pourront voter en ligne.

La plateforme Votaccess pour l'Assemblée Générale sera ouverte à compter du 27 mai 2024 à 9 heures. La possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin le 12 juin 2024, à 15 heures (heure de Paris). Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme Votaccess, il est vivement recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée

Générale pour saisir leurs instructions.

▪ **Désignation et révocation d'un mandataire**

L'actionnaire ayant choisi de se faire représenter par un mandataire de son choix, peut notifier cette désignation ou la révoquer :

- par courrier postal, à l'aide du formulaire de vote envoyé, soit directement pour les actionnaires au nominatif (au moyen de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation), soit par le teneur du compte titres pour les actionnaires au porteur et reçu par Société Générale Securities Services, Service des assemblées générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex trois jours (soit le 10 juin 2024 à 23h59) avant la tenue de l'Assemblée générale ;
- par voie électronique, en se connectant, pour les actionnaires au nominatif au site <https://sharinbox.societegenerale.com>, et pour les actionnaires au porteur sur le portail Internet de leur teneur de compte titres pour accéder au site Votaccess, selon les modalités décrites à la section « Vote par correspondance par voie électronique », au plus tard le mardi 12 juin 2024 à 15 heures, heure de Paris.

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, la possibilité est ouverte aux actionnaires de notifier à Société Générale Securities Services la révocation du mandat dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émettra un vote conforme aux recommandations du Conseil de surveillance.

Pour les actionnaires au porteur, le formulaire devra impérativement être accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

QUESTIONS ECRITES

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions. Les questions écrites que les actionnaires peuvent poser avant l'Assemblée Générale, doivent être envoyées au siège social de la Société (Roche-Bobois, 18 rue de Lyon, 75012 Paris, France), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Directoire ou par courriel à l'adresse (info@roche-bobois.com), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale (soit le 7 juin 2024 à zéro heure, heure de Paris). Pour être prises en compte, ces questions écrites doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette assemblée générale seront disponibles, au siège social de la Société, 18 rue de Lyon, 75012 Paris, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

L'ensemble des documents et informations relatifs à l'assemblée générale et mentionnés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : <https://www.finance-roche-bobois.com> (rubrique « Assemblées générales ») à compter du vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée Générale (soit le 23 mai 2024).

* * *

Nous joignons à la présente les documents et renseignements prévus par les textes légaux et réglementaires en vigueur.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, chers actionnaires, l'expression de nos salutations distinguées.

Le directoire

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2024
ORDRE DU JOUR ET PROJETS DE RESOLUTION

ORDRE DU JOUR

- 1 - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 2 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 3 - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 4 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code du Commerce et approbation desdites conventions et desdits engagements
- 5 - Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux
- 6 - Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce concernant les mandataires sociaux
- 7 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Jean-Eric Chouchan, président du conseil de surveillance, au titre de l'exercice 2023
- 8 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Guillaume Demulier, président du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 9 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Eric Amourdedieu, membre du directoire et directeur général, au titre de l'exercice 2023
- 10 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Antonin Roche, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 11 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Martin Gleize, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 12 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan,
- 13 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche,
- 14 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi,
- 15 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche,
- 16 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra,
- 17 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Annalisa Loustau-Elia,
- 18 - Renouvellement du mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan,
- 19 - Ratification de la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur,
- 20 - Fixation de la rémunération allouée au conseil de surveillance
- 21 - Nomination de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité
- 22 - Autorisation donnée au directoire à l'effet de mettre en œuvre un programme d'achat d'actions de la Société
- 23 - Pouvoirs pour formalités

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTION

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du directoire sur les comptes annuels et sur l'activité et la situation de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que du rapport du conseil de surveillance sur lesdits comptes ; et
- du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels dudit exercice,

approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2023 se soldant par un bénéfice net comptable de 32 408 642,00 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale qu'aucune charge non déductible visée à l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été enregistrée par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux mandataires sociaux quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice social clos le 31 décembre 2023.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du directoire sur les comptes consolidés et sur l'activité et la situation du groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que du rapport du conseil de surveillance ; et
- du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés dudit exercice,

approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023 se traduisant par un résultat net de l'ensemble consolidé bénéficiaire de 31 407 K€ et un résultat net part du groupe bénéficiaire de 31 309 K€ ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élève à 32 408 642,00 € et que compte tenu des sommes à affecter en réserve en application de la loi et du solde créditeur du compte « Report à nouveau » (avant imputation de l'acompte sur dividende de 1 € par action visé ci-dessous), le bénéfice distribuable s'établit à 46 615 925,01 €, approuve la proposition du directoire et décide d'affecter et de répartir le résultat de l'exercice et le bénéfice distribuable comme suit :

Origine du résultat à affecter	
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023	32 408 642,00 €
Affectation à la réserve légale (montant nécessaire pour atteindre 10 % du capital social)	-184 565,32 €
Solde créditeur du compte « Report à nouveau » (avant imputation de l'acompte sur dividende de 1 € par action)	14 391 848,33 €
Soit un bénéfice distribuable de	46 615 925,01 €
Affecté comme suit :	
Acompte sur dividende de 1 € par action versé en novembre 2023	*10 035 959,00 €
Dividende complémentaire de 1,25 € par action	**12 556 803,75 €
Affectation du solde au compte « Report à nouveau »	24 023 162,26 €

* Ce montant correspond au montant de l'acompte sur dividende effectivement payé après déduction de l'acompte revenant aux actions n'y ayant pas droit.

** Ce montant correspond à la distribution du dividende à toutes les actions composant le capital de la Société. Il sera ajusté par le directoire pour tenir compte des actions non éligibles à cette distribution avant la date de mise en paiement et notamment des actions propres détenues par la Société.

L'assemblée générale fixe en conséquence le montant global du dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 à 2,25 € par action. Compte-tenu de l'acompte sur dividende de 1 € par action mis en paiement le 16 novembre 2023, le solde du dividende à payer s'élève à 1,25 € par action.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au directoire pour fixer les modalités de paiement de la distribution objet de la présente résolution et notamment la date de paiement du solde du dividende. L'assemblée générale autorise en outre le directoire à affecter au compte « Report à nouveau » la fraction éventuellement non distribuée en cas de variation du nombre d'actions éligibles à l'attribution de la distribution décidée aux termes de la présente résolution, notamment à raison des actions propres détenues par la Société avant la date de mise en paiement.

L'assemblée générale reconnaît avoir été informée que, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est soumis soit à un prélèvement forfaitaire unique (« **PFU** » ou « **Flat Tax** ») de 12,8 % (article 200 A 1 du Code général des impôts), soit par dérogation et sur option expresse et globale, à l'impôt sur le revenu au barème progressif après abattement global de 40 % (articles 200 A 2 et 158-3 2° du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte des distributions de dividendes intervenues au cours des trois derniers exercices qui sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Exercice clos le	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement ⁽¹⁾	
	Dividendes (€)	Autres revenus (€)	Dividendes (€)	Autres revenus (€)
31/12/2022	12 381 535,75	-	7 740 326,25	-
31/12/2021	9 877 188,00	-	3 440 145,00	-
31/12/2020	3 214 671,50		1 720 072,50	
21/12/2020 ⁽²⁾	643 507,10		344 014,50	

⁽¹⁾ Revenus distribués aux titres inscrits au nominatif.

⁽²⁾ Distribution de sommes prélevées sur le compte « Report à nouveau » décidée par l'assemblée générale du 21 décembre 2020.

QUATRIEME RESOLUTION

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code du Commerce et approbation des dites conventions et desdits engagements

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les engagements et conventions visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, prend acte qu'aucun nouvel engagement ou convention visé aux articles précités n'a été souscrit ou conclu au cours de l'exercice écoulé.

CINQUIEME RESOLUTION

Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-26 II la politique de rémunération des mandataires sociaux telle qu'elle est présentée au paragraphe 13.1.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

SIXIEME RESOLUTION

Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce concernant les mandataires sociaux

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 I, les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 figurant au paragraphe 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

SEPTIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Jean-Eric Chouchan, président du conseil de surveillance, au titre de l'exercice 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Jean-Eric Chouchan à raison de son mandat de président du conseil de surveillance au titre de l'exercice 2023, tels que présentés aux paragraphes 13.1.2 et 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

HUITIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Guillaume Demulier, président du directoire, au titre de l'exercice 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Guillaume Demulier à raison de son mandat de président du directoire au titre de l'exercice 2023, tels que présentés aux paragraphes 13.1.2 et 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Eric Amourdedieu, membre du directoire et directeur général, au titre de l'exercice 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Eric Amourdedieu à raison de son mandat de membre du directoire et directeur général au titre de l'exercice 2023, tels que présentés aux paragraphes 13.1.2 et 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

DIXIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Antonin Roche, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Antonin Roche à raison de son mandat de membre du directoire au titre de l'exercice 2023, tels que présentés aux paragraphes 13.1.2 et 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

ONZIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Martin Gleize, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise mentionné au dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Martin Gleize à raison de son mandat de membre du directoire au titre de l'exercice 2023, tels que présentés aux paragraphes 13.1.2 et 24.3.1 du document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

DOUZIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que Jean-Eric Chouchan a fait savoir par avance à la Société qu'il accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'il continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

TREIZIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que Nicolas Roche a fait savoir par avance à la Société qu'il accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'il continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

QUATORZIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que Giovanni Tamburi a fait savoir par avance à la Société qu'il accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'il continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

QUINZIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que la Société Patrimoniale Roche a fait savoir par avance à la Société qu'elle accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'elle continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

L'assemblée générale prend également acte que la Société Patrimoniale Roche a indiqué qu'elle continuerait d'être représentée au conseil de surveillance par Emmanuel Masset.

SEIZIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra expirait, décide le renouveler pour

une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que Mercedes Erra a fait savoir par avance à la Société qu'elle accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'elle continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance d'Annalisa Loustau-Elia

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de membre du conseil de surveillance d'Annalisa Loustau-Elia expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte qu'Annalisa Loustau-Elia a fait savoir par avance à la Société qu'elle accepterait le renouvellement de son mandat de membre du conseil de surveillance si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'elle continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan expirait, décide le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra dans l'année 2027 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale prend acte que Marie-Claude Chouchan a fait savoir par avance à la Société qu'elle accepterait le renouvellement de son mandat de censeur si celui-ci était voté par l'assemblée, et qu'elle continuait de satisfaire aux conditions requises pour l'exercice dudit mandat.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Ratification de la nomination de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et conformément aux stipulations de l'article 18 des statuts de la Société, ratifie la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur, faite à titre provisoire par le conseil de surveillance du 15 juin 2023 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera convoquée à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

VINGTIEME RESOLUTION

Fixation du montant global de la rémunération allouée au conseil de surveillance

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de fixer à 300 000 € le montant global annuel de la rémunération allouée aux membres du conseil de surveillance et du comité d'audit. La répartition de ce montant global entre les membres du conseil de surveillance et du comité d'audit sera fixée par le conseil de surveillance. La présente résolution entre en vigueur à compter de l'exercice en cours et le restera jusqu'à décision contraire.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Nomination de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du directoire, décide, en application des dispositions de l'article L. 821-40 du Code de commerce, de nommer la société Mazars, société anonyme ayant son siège social Tour Exaltis, 61 rue Henri Regnault, 92400 Courbevoie, identifiée sous le numéro 784 824 153 RCS Nanterre, en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité.

L'assemblée générale décide, par dérogation aux dispositions de l'article L. 821-44 du Code de commerce et conformément à l'article 38 de l'Ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la publication et à la certification d'informations en matière de durabilité et aux obligations environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise des sociétés commerciales, que la durée du mandat de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité sera équivalente à celle restant à courir de son mandat de commissaire aux comptes en charge de la certification des comptes et prendra en conséquence fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'assemblée générale prend acte que la société Mazars a fait savoir par avance qu'elle acceptait ces fonctions et qu'elle n'était atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

Autorisation donnée au directoire à l'effet de mettre en œuvre un programme d'achat d'actions de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du directoire,

- **Autorise** le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, à acquérir, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et par les dispositions du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, des actions de la Société,
- **Décide** que le directoire, avant d'utiliser cette autorisation, devra recueillir l'accord du conseil de surveillance,
- **Décide** que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, offres publiques, en ayant recours à des mécanismes optionnels ou dérivés, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation applicable,
- **Décide** que l'autorisation pourra être utilisée en vue de :
 - assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la réglementation en vigueur ;
 - honorer des obligations liées à des plans d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en applicables ;
 - remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en applicables ;
 - acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'autorité des marchés financiers ;
 - plus, généralement, d'opérer dans tout but qui viendrait à être autorisé par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par les autorités de marché, étant précisé que, dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;
- **Décide** de fixer le prix unitaire maximum d'achat par action (hors frais et commission) à 60 euros (ou tout autre prix unitaire inférieur que le conseil de surveillance de la Société pourrait fixer), avec un plafond global de 10 millions d'euros, étant précisé que ce prix d'achat fera l'objet des ajustements le cas échéant nécessaires afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas d'incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions) qui interviendraient pendant la durée de validité de la présente autorisation,
- **Décide** que le nombre maximum d'actions pouvant être rachetées en vertu de la présente résolution ne pourra, à aucun moment, excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour la calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5 % du nombre total d'actions,
- **Donne** tous pouvoirs au directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou de tout autre organisme, et toutes formalités nécessaires, notamment affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION
Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie conforme ou d'un extrait des présentes pour accomplir toutes formalités de publicité et de dépôt afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées ou en requérir l'accomplissement.

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 13 JUIN 2024
RAPPORT DU DIRECTOIRE – EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs, chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire de la Société à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- 1 - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 2 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 3 - Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- 4 - Approbation des conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code du Commerce
- 5 - Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux
- 6 - Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce concernant les mandataires sociaux
- 7 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Jean-Eric Chouchan, président du conseil de surveillance, au titre de l'exercice 2023
- 8 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Guillaume Demulier, président du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 9 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Eric Amourdedieu, membre du directoire et directeur général, au titre de l'exercice 2023
- 10 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Antonin Roche, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 11 - Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Martin Gleize, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023
- 12 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan,
- 13 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche,
- 14 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi,
- 15 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche,
- 16 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra,
- 17 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Annalisa Loustau-Elia,
- 18 - Renouvellement du mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan,
- 19 - Ratification de la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur,
- 20 - Fixation de la rémunération allouée au conseil de surveillance
- 21 - Nomination de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité
- 22 - Autorisation donnée au directoire à l'effet de mettre en œuvre un programme d'achat d'actions de la Société
- 23 - Pouvoirs pour formalités

* * *

L'objet du présent rapport est de vous présenter les projets de résolutions qui vont être soumis à votre vote, étant précisé que pour certaines d'entre elles, le présent rapport est complété par un rapport des commissaires aux comptes qui a été mis à votre disposition sur le site internet de la Société (www.finance-roche-bobois.com, rubrique « Assemblées générales ») et qui vous sera également présenté lors de l'assemblée.

* * *

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

- 1 - **Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023**
- 2 - **Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023**
- 3 - **Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023**
- 4 - **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-86 et suivants du Code du Commerce et approbation desdites conventions et desdits engagements**

Les comptes annuels et consolidés, l'activité et les résultats de la Société et du groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'affectation du résultat de l'exercice et les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce sont présentés en détail dans le document d'enregistrement universel 2023 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 avril 2024, contenant le rapport financier annuel, le rapport de gestion et le rapport sur la gestion du groupe du directoire ainsi que le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise (le **Document d'enregistrement universel 2023**), qui est disponible sur le site internet de la Société (www.finance-roche-bobois.com, rubrique « Relations investisseurs – Informations financières, rapports ») et est incorporé par référence dans le présent document, de même que les rapports des commissaires aux comptes s'y rapportant qui seront également portés à votre connaissance lors de l'assemblée.

S'agissant du résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2023 de la Société (comptes annuels), celui-ci s'élève à 32 408 642,00 € et compte tenu des sommes à affecter en réserve en application de la loi et du solde créditeur du compte « Report à nouveau » (avant imputation de l'acompte sur dividende de 1 € par action visé ci-dessous), le bénéfice distribuable s'établit à 46 615 925,01 €. Le directoire propose d'affecter et de répartir le résultat de l'exercice et le bénéfice distribuable comme suit :

Origine du résultat à affecter	
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023	32 408 642,00 €
Affectation à la réserve légale (montant nécessaire pour atteindre 10 % du capital social)	-184 565,32 €
Solde créditeur du compte « Report à nouveau » (avant imputation de l'acompte sur dividende de 1 € par action)	14 391 848,33 €
Soit un bénéfice distribuable de	46 615 925,01 €
Affecté comme suit :	
Acompte sur dividende de 1 € par action versé en novembre 2023	*10 035 959,00 €
Dividende complémentaire de 1,25 € par action	**12 556 803,75 €
Affectation du solde au compte « Report à nouveau »	24 023 162,26 €

* Ce montant correspond au montant de l'acompte sur dividende effectivement payé après déduction de l'acompte revenant aux actions n'y ayant pas droit.

** Ce montant correspond à la distribution du dividende à toutes les actions composant le capital de la Société. Il sera ajusté par le directoire pour tenir compte des actions non éligibles à cette distribution avant la date de mise en paiement et notamment des actions propres détenues par la Société.

Le montant global du dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élèverait ainsi à 2,25 € par action. Compte-tenu de l'acompte sur dividende de 1 € par action mis en paiement en novembre 2023, le solde du dividende à payer s'élèverait à 1,25 € par action.

Il est rappelé que, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est soumis soit à un prélèvement forfaitaire unique (« **PFU** » ou « **Flat Tax** ») de 12,8 % (article 200 A 1 du Code général des impôts), soit par dérogation et sur option expresse et globale, à l'impôt sur le revenu au barème progressif après abattement global de 40 % (articles 200 A 2 et 158-3 2° du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

- 5 - **Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux**
- 6 - **Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce concernant les mandataires sociaux**
- 7 - **Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Jean-Eric Chouchan, président du conseil de surveillance, au titre de l'exercice 2023**
- 8 - **Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Guillaume Demulier, président du directoire, au titre de l'exercice 2023**
- 9 - **Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Eric Amourdedieu, membre du directoire et directeur général, au titre de l'exercice 2023**
- 10 - **Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Antonin Roche, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023**
- 11 - **Approbation des éléments de rémunération versée ou attribuée à Martin Gleize, membre du directoire, au titre de l'exercice 2023**

L'objet de ces huit résolutions est de soumettre à l'approbation de l'assemblée la politique de rémunération des mandataires sociaux et les éléments relatifs aux rémunérations desdits mandataires et de revoir le montant de la rémunération allouée au conseil de surveillance.

Concernant la politique de rémunération et les éléments relatifs aux rémunérations des mandataires sociaux, le dispositif prévu par les dispositions légales en vigueur prévoit deux étapes correspondant à deux types de vote :

Vote ex ante

- Un premier vote *ex ante* prévu à l'article L. 22-10-26 du Code de commerce qui porte sur la politique de rémunération pour l'ensemble des mandataires sociaux qui est décrite à la section 13.1.1 du Document d'enregistrement universel 2023 de la Société et fait l'objet d'une résolution unique (5^{ème} résolution).

Vote ex post, divisé en deux volets :

- un premier volet portant sur les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (description de la politique de rémunération et informations sur l'application de la politique de rémunération pour chaque mandataire social – 6^{ème} résolution) ;
- un deuxième volet prévu à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce portant sur les éléments fixes, variables et exceptionnels et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au président du conseil de surveillance et à chacun des membres du directoire qui fait l'objet d'une résolution séparée pour chacun d'eux (7^{ème} à 11^{ème} résolutions). L'adoption de cette résolution individuelle conditionne le versement effectif des éléments variables et exceptionnels de leur rémunération au titre de l'exercice précédent.

Les informations détaillées concernant ces projets de résolution figurent aux sections 13.1 et 24.3.1 du Document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

- 12 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Eric Chouchan,**
- 13 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Nicolas Roche,**
- 14 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Giovanni Tamburi,**
- 15 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de la Société Patrimoniale Roche,**
- 16 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Mercedes Erra,**
- 17 - Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de Annalisa Loustau-Elia,**
- 18 - Renouvellement du mandat de censeur de Marie-Claude Chouchan,**

L'objet de ces 7 résolutions est de renouveler le mandat de tous les membres du conseil de surveillance ainsi que d'un censeur qui arrivent à échéance et pour une durée de 3 années expirant en 2027 à l'issue de l'assemblée qui sera convoquée pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026. Les informations concernant l'expérience et les autres mandats détenus par les membres du conseil de surveillance et le censeur figurent aux sections 12.2 et 12.3 du Document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

- 19 - Ratification de la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur,**

L'objet de cette résolution est de ratifier la cooptation de Lucie Roche-Henman en qualité de censeur faite à titre provisoire par le conseil de surveillance. Les informations concernant l'expérience et les autres mandats détenus par Lucie Roche-Henman figurent aux sections 12.2 et 12.3 du Document d'enregistrement universel 2023 de la Société.

- 20 - Fixation de la rémunération allouée au conseil de surveillance**

Il est proposé de fixer la rémunération allouée au conseil de surveillance à un montant global annuel de 300 000 €, à charge pour le conseil de surveillance de la répartir entre ses membres et les membres du comité d'audit. Conformément à la politique de rémunération décrite dans le Document d'enregistrement universel 2023, la rémunération intègre une part fixe et une part variable liée à l'assiduité aux réunions du conseil de surveillance et du comité d'audit.

- 21 - Nomination de la société Mazars en qualité de commissaire aux comptes en charge de certifier les informations en matière de durabilité**

Cette résolution s'inscrit dans le cadre de la transposition en droit français de la directive européenne Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) portant sur le reporting extra-financier qui prévoit la publication d'informations détaillées en matière sociale, environnementale et de gouvernance au sein d'un rapport de durabilité inclus dans le rapport de gestion à compter de l'exercice 2024 qui remplacera la déclaration de performance extra-financière. Conformément aux nouvelles dispositions légales, ce rapport de durabilité devra être certifié par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou organismes tiers indépendants. Il vous est proposé de désigner la société Mazars, l'un des commissaires aux comptes de la Société, en qualité de commissaire aux comptes chargé de la certification des informations en matière de durabilité et ce pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui sera convoquée à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous vous précisons que la société Mazars a fait savoir par avance qu'elle acceptait ces fonctions et qu'elle n'était atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

22 - Autorisation donnée au directoire à l'effet de mettre en œuvre un programme d'achat d'actions de la Société

L'objet de cette résolution est de renouveler l'autorisation donnée à la Société d'opérer sur ses propres actions conformément aux dispositions légales en vigueur, notamment celles des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, et de mettre en place ou poursuivre un programme d'achat d'actions dont les principales modalités sont résumées ci-dessous (étant précisé que cette résolution est similaire à celle votée lors de l'assemblée du 15 juin 2023 qui arrive à expiration prochainement).

1° Ainsi, aux termes de cette résolution, il s'agirait d'autoriser la Société, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée, à acheter ou faire acheter ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital social, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires applicables, en particulier par celles des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, et dans les principales conditions suivantes :

- le directoire, avant d'utiliser cette autorisation, devra recueillir l'accord du conseil de surveillance,
- le prix unitaire maximum d'achat ne devrait pas excéder 60 € (ou tout autre prix unitaire inférieur que le conseil de surveillance de la Société pourrait fixer) ;
- le montant maximum des fonds destinés à l'achat d'actions en vertu de la présente résolution ne pourrait excéder 10 millions d'euros ;
- les achats d'actions réalisés par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourraient en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, plus de 10% des actions composant le capital social ;
- l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, offres publiques, en ayant recours à des mécanismes optionnels ou dérivés, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation applicable.

2° Ces achats d'actions pourraient être effectués en vue de :

- assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la réglementation en vigueur ;
- honorer des obligations liées à des plans d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en applicables ;
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en applicables ;
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'autorité des marchés financiers ;
- plus, généralement, d'opérer dans tout but qui viendrait à être autorisé par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par les autorités de marché, étant précisé que, dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

3° Enfin, il serait demandé à l'assemblée de donner tous pouvoirs au directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou de tout autre organisme, et toutes formalités nécessaires, notamment affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

Le directoire informera chaque année l'assemblée générale des opérations réalisées dans le cadre de la cette résolution conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce. Le descriptif du programme de rachat d'actions 2024-2025 soumis au vote de l'assemblée, de même que le bilan du programme en cours, figurent dans le Document d'enregistrement universel 2023 de la Société (cf. Section 19.1.3).

* * *

Les projets de résolutions qui vous sont présentés reprennent en détails les principaux points exposés dans le présent rapport et nous vous invitons à approuver l'ensemble de ces résolutions.

Le directoire

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 JUIN 2024
EXPOSE SOMMAIRE SUR LA SITUATION DE LA SOCIETE

CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{ER} TRIMESTRE 2024

Remarque préliminaire

Figure ci-dessous les informations concernant le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2023 publiées le 25 avril 2024. La version intégrale du communiqué de presse est disponible sur le site internet de la Société (www.finance-roche-bobois.com, rubrique « Informations financières – Communiqués sur les comptes, résultats »).

ROCHE BOBOIS SA (ISIN : FR0013344173 - Mnémonique : RBO), la référence internationale de l'ameublement haut de gamme et du *French Art de Vivre*, enregistre au 1^{er} trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 94,2 M€, en repli de -9,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Ce niveau est conforme au plan de marche du Groupe pour ce début d'exercice. Pour mémoire, le Groupe entend réitérer sur l'ensemble de l'exercice 2024 une performance équivalente à celle record de 2023, avec une amélioration progressive de la tendance et un retour à la croissance au 2nd semestre.

Pour rappel, le Groupe Roche Bobois communique à la fois sur son chiffre d'affaires (issu des livraisons effectives de ses magasins en propre et de ses redevances et commissions) et sur son volume d'affaires (issu des prises de commandes HT du réseau de magasins en propre et des franchisés). Le volume d'affaires permet de mesurer l'activité des magasins et d'anticiper le chiffre d'affaires des mois à venir.

Chiffre d'affaires (non audité – en M€)	2023	2024	Variation à taux de change courants	Variation à taux de change constants
1 ^{er} trimestre	104,0	94,2	-9,4%	-9,5%

Activité du 1^{er} trimestre 2024

Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2024 ressort à 94,2 M€, en repli de -9,4% à changes courants par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Il est équivalent à celui du 1^{er} trimestre 2022 qui était d'un très bon niveau. Ce résultat est conforme aux anticipations du Groupe pour ce début d'année 2024^[1], suite à un rythme de livraison exceptionnellement élevé en fin d'année 2023 (portefeuille de commandes ponctuellement impacté, soit 137 M€ au 31 décembre 2023 contre 170 M€ un an plus tôt).

L'effet est homogène sur l'ensemble des zones géographiques du Groupe puisque la réduction des délais de livraison fin 2023 a concerné l'ensemble des territoires. De plus, pour rappel, les bases de comparaison du 1^{er} trimestre 2023 étaient particulièrement élevées. Ainsi, les chiffres d'affaires de la France et du reste de l'Europe s'élèvent respectivement à 27,4 M€ et 22,6 M€ (soit -9,7% et -6,4%). Les Etats-Unis/Canada réalisent un chiffre d'affaires de 32,1 M€ (-15,5% à changes courants et -14,5% à changes constants).

A noter que l'enseigne Cuir Center est en croissance à deux chiffres (+13,6%) avec un chiffre d'affaires de 10,1 M€ au 1^{er} trimestre 2024 contre 8,9 M€ au 1^{er} trimestre 2023, grâce notamment à des effets périmètres.

Confirmation de l'ambition 2024 : Réitérer la performance remarquable de 2023

Sur le 1^{er} trimestre 2024, le volume d'affaires des magasins en propre (correspondant aux prises de commandes des magasins en propre, toutes enseignes confondues) est en légère croissance (+0,7% à changes courants ; +0,5% à changes constants) à 170,1 M€ à fin mars 2024 grâce à une bonne dynamique d'activité en février et mars 2024, notamment lors de l'opération « Les Tentations ».

Le portefeuille de commandes^[2] s'est d'ailleurs partiellement reconstitué lors de ce 1^{er} trimestre puisqu'il s'élève désormais à 154,6 M€ au 31 mars 2024, en hausse de +17,5 M€ par rapport au 31 décembre 2023.

À fin mars 2024, le volume d'affaires global (toutes enseignes confondues, y compris les franchisés) s'élève à 168,4 M€ contre 176,2 M€ au 1^{er} trimestre 2023, en léger repli de -4,5% à changes courants (-3,5% à changes constants).

Sur cet exercice 2024, et malgré un environnement de marché qui reste moins porteur, Roche Bobois SA maintient son ambition de réitérer sa performance record de l'année 2023. Comme annoncé^[3], le Groupe anticipe une amélioration progressive de la tendance en 2024, tablant sur un léger repli du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre et une reprise de la croissance au 2nd semestre, avec la montée en puissance progressive des nouveaux magasins (y compris rachat de franchises) sur les standards du Groupe.

Nouvelle accélération de la stratégie d'intégration ciblée, avec le rachat de deux magasins au Canada

Roche Bobois SA rappelle avoir signé en avril 2024 une lettre d'intention^[4] pour une prise de participation majoritaire de 51% de la société Shanghai Rock Castle Furniture, franchisé de la marque Roche Bobois, qui opère en direct 3 magasins (1 à Pékin et 2

à Shanghai) et gère 23 magasins en sous-franchise. Cette opération capitalistique, qui devrait être effective en juillet 2024, serait relative au chiffre d'affaires et à l'EBITDA du Groupe dès 2024.

Le Groupe annonce par ailleurs avoir signé une seconde lettre d'intention pour le rachat de ses magasins franchisés de Vancouver et Calgary. Ces magasins ont représenté un volume d'affaires de 3,5 M€ en 2023 et vont contribuer, à nouveau, à renforcer la présence du Groupe en Amérique du Nord, premier marché en chiffre d'affaires et en rentabilité. Cette opération devrait être effective également à la mi-2024.

Avec cette nouvelle opération, Roche Bobois SA continue à accélérer sur sa stratégie d'intégration ciblée sur des marchés stratégiques, créateur de valeur pour le Groupe tant du point de vue des volumes attendus que de la rentabilité.

[1] Cf. communiqué du 28 mars 2024

[2] Portefeuille de commandes des magasins en propre du Groupe (toutes enseignes confondues) restant à livrer

[3] Cf. communiqué du 28 mars 2024

[1] Cf. communiqué du 10 avril 2024

*
* * *
*

RESULTATS 2023

Les comptes annuels et consolidés de même que les rapports des commissaires aux comptes s'y rapportant qui seront également portés à votre connaissance lors de l'assemblée, ainsi que l'activité et les résultats de la Société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont présentés en détails dans le document d'enregistrement universel 2023 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 avril 2024 (le **Document d'enregistrement universel 2023**), contenant le rapport financier annuel, le rapport de gestion et le rapport sur la gestion du groupe du directoire ainsi que le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, qui est disponible sur le site internet de la Société (www.finance-rochebobois.com, rubrique « Informations financières – Rapports »).

Figurent ci-dessous les informations financières sélectionnées publiées le 28 mars 2024, étant précisé qu'elles sont issues des états financiers consolidés du Groupe des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2023 figurant à la section 18.1.1 du Document d'enregistrement universel 2023 ayant fait l'objet depuis la date susvisée d'un rapport des commissaires aux comptes qui figure à la section 18.1.1 du Document d'enregistrement universel 2023, et qu'elles doivent être lues en parallèle avec (i) l'examen du résultat et de la situation financière de la Société présenté au chapitre 7 du Document d'enregistrement universel 2023 et (ii) l'examen de la trésorerie et des capitaux de la Société présenté au chapitre 8 du Document d'enregistrement universel 2023.

Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2023

Au terme de cet exercice 2023, le Groupe affiche des résultats très solides et démontre à nouveau sa capacité de résilience dans un contexte de marché moins favorable. Roche Bobois SA réalise un chiffre d'affaires de 429,6 M€ en croissance de +5,2% couplé à une très bonne performance opérationnelle (EBITDA de 90,5 M€, +8,8% par rapport à 2022) face à une base de comparaison exigeante en 2022. La marge d'EBITDA affiche un nouveau record à 21,1% (+0,7 points par rapport à l'exercice précédent).

Normes IFRS (en M€)	2022	2023	Variation
Ventes de marchandises	362,5	385,2	+6,3%
Redevances et autres services	46,1	44,4	-3,6%
Chiffre d'affaires	408,6	429,6	+5,2%
<i>Marge brute sur vente de marchandises</i>	<i>60,1%</i>	<i>60,8%</i>	<i>+0,7%</i>
Ebitda courant	83,2	90,5	+8,8%
<i>Marge d'Ebitda courant</i>	<i>20,4%</i>	<i>21,1%</i>	<i>+0,7%</i>
Résultat opérationnel courant	43,9	46,3	+5,4%
Résultat opérationnel	43,9	46,3	+5,4%
Résultat financier	(1,7)	(3,7)	n.a
Charge d'impôts	(10,9)	(11,1)	n.a
Résultat net part du groupe	31,3	31,3	-

Une marge d'EBITDA record de 21,1%

A la clôture de cet exercice 2023, le chiffre d'affaires de Roche Bobois SA s'élève à 429,6 M€, en hausse de +5,2% à changes courants (+6,1% à changes constants) ; toutes les zones géographiques^[1] du Groupe sont en croissance.

La marge brute progresse en valeur de +16,3 M€ pour atteindre 234,3 M€ (contre 218,0 M€ au 31 décembre 2022). Elle progresse, en taux, à 60,8% (contre 60,1% en 2022) grâce à des effets de mix géographique favorables.

L'EBITDA courant s'élève à 90,5 M€ au 31 décembre 2023 contre 83,2 M€ au 31 décembre 2022, en hausse de +8,8% à changes courants (+9,8% à changes constants). Les charges opérationnelles courantes sont très bien maîtrisées (+5,5%), suivant le même rythme que l'activité, tout en accompagnant le développement et la croissance du Groupe (hausse des effectifs et des loyers en lien avec l'élargissement du périmètre de magasins en propre, renforcement des équipes centrales et logistiques notamment aux Etats-Unis.).

Au niveau géographique, la progression de l'EBITDA est particulièrement visible sur les zones Roche Bobois Europe (hors France) (+20,7%) et Roche Bobois France (+10,5%) ainsi que sur Cuir Center (+15,8%). Les Etats-Unis/Canada restent toujours la 1^{ère} zone géographique contributrice à l'EBITDA du Groupe (avec une progression de +1,1 points de la marge d'EBITDA à 27,1% versus 26,0% en 2022).

Au final, la marge d'EBITDA de Roche Bobois SA affiche un nouveau record à 21,1% au 31 décembre 2023 (versus 20,4% sur l'exercice précédent).

Après comptabilisation des dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises (41,1 M€ versus 36,7 M€ au 31 décembre 2022), le résultat opérationnel courant est en hausse de +5,4 % par rapport à 2022, à 46,3 M€. Le résultat opérationnel s'établit également à 46,3 M€.

Le résultat financier ressort à (3,7) M€ à comparer à (1,7) M€ au 31 décembre 2022. Il tient compte de la hausse des taux d'intérêts sur les dettes locatives IFRS 16 (-0,7 M€) et d'effets positifs de change en 2022 non récurrent sur 2023 (impact de -1,9 M€), partiellement compensés par les intérêts reçus sur les placements de trésorerie du Groupe.

Après prise en compte de l'impôt de (11,1) M€, le résultat net s'établit à 31,3 M€, comme en 2022.

Une trésorerie disponible de plus de 65 M€ à fin 2023

Les capitaux propres s'élèvent à 104,8 M€ au 31 décembre 2023 contre 94,7 M€ au 31 décembre 2022.

La bonne orientation des indicateurs opérationnels s'est traduite dans la **marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net qui progresse de +5,4% à 89,0 M€ (contre 84,4 M€ au 31 décembre 2022).**

Les flux de trésorerie opérationnels s'élèvent à 51,1 M€ au 31 décembre 2023 (à comparer à 66,1 M€ au 31 décembre 2022), incluant un BFR négatif de 25,7 M€ lié à la baisse des acomptes clients au bilan (accélération des livraisons en fin d'année 2023) et par un impact de la TVA devenue exigible en France sur les acomptes clients depuis le début de l'année (4 M€).

Roche Bobois SA a réalisé **un niveau d'investissements historique sur l'exercice 2023 de 27,1 M€**, (versus 18,3 M€ en 2022) portant sur la dynamique et le développement de son réseau de magasins en propre illustrés par : (i) **la rénovation de magasins** stratégiques (sur la zone Etats-Unis/Canada (New-York (Madison), San Francisco, Dallas, Montréal et Houston) et en France (Nantes, Nancy, Rennes et Avignon) ; (ii) **un plan ambitieux d'ouvertures** (7 sur l'enseigne Roche Bobois (France (Nice Masséna), États-Unis (Palm Desert, Short Hills, Denver, Naples, Westlake – Thousand Oaks), Suisse (Bâle)) et 1 Cuir Center (France (Nice Cap 3000)) et (iii) **une stratégie proactive de rachat de franchises (13 magasins franchisés en France).**

Les flux de financement s'élèvent à (34,2) M€ (à comparer à (54,3) M€ au 31 décembre 2022), intégrant (22,5) M€ de dividendes, (29,6) M€ de remboursement de dettes locatives (IFRS16) et (4,1) M€ de service de la dette compensés par +22,1 M€ d'émission nette d'emprunts^[2].

La trésorerie disponible reste élevée à 65,3 M€, contre 75,8 M€ au 31 décembre 2022 et le Groupe est en situation de trésorerie nette^[3] positive de 30,6 M€.

Maintien du dividende de 2,25 € par action

Au vu des très bons résultats de l'exercice 2023, le Directoire de Roche Bobois SA a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 13 juin 2024 un dividende inchangé de 2,25 € par action au titre de l'exercice 2023. Pour rappel, un acompte sur dividende de 1 € par action avait été mis en paiement le 16 novembre 2023.

Réitérer la performance remarquable de 2023 pour le prochain exercice

En ce qui concerne le volume d'affaires, les magasins en propre sont en croissance à fin février 2024 (+1,8% toutes enseignes confondues et +2,3% sur l'enseigne Roche Bobois), grâce à un mois de février 2024 dynamique et une base de comparaison plus favorable. Au global, le volume d'affaires total des magasins (y compris franchisés et toutes enseignes confondues) s'élève à 113,5 M€ à fin février 2024 (-3,3% par rapport à fin février 2023).

Dans un environnement de marché qui reste moins porteur, Roche Bobois SA a pour ambition sur l'exercice 2024 de réitérer le record de 2023. Le Groupe anticipe un léger repli du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre avant une reprise de la croissance au 2nd semestre, compte tenu du niveau du portefeuille de commandes de fin 2023 (137 M€ après un rythme très soutenu de livraisons en fin d'année) et de la montée en puissance progressive des nouveaux magasins (y compris rachat de franchises) sur les standards du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe Roche Bobois prévoit cette année 4 nouveaux magasins en propre sur la zone Etats-Unis/Canada dont l'ouverture imminente d'un second magasin à Toronto (Canada). D'autres projets sont à confirmer sur les autres marchés. Le Groupe entend en parallèle poursuivre son rythme régulier d'ouvertures de 5 à 10 franchises par an.

Enfin, les discussions se poursuivent avec le franchisé Roche Bobois en Chine pour élargir la présence en propre du Groupe sur ce nouveau territoire. La Chine a représenté un volume d'affaires de 23 millions d'euros en 2023, avec un niveau élevé de marge brute et de rentabilité.

[1] Hors Overseas (qui ne génère que des redevances dans la comptabilisation du chiffre d'affaires)

[2] Emissions d'emprunts - Remboursements des dettes financières

[3] Trésorerie brute - dettes financières brutes (hors dettes locatives IFRS 16)

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

Concernant l'Assemblée Générale du 13 Juin 2024

Je soussigné(e) :

NOM :

Prénom usuel :

Domicile :

Propriétaire de _____ actions nominatives

Propriétaire de _____ actions au porteur

de la société **ROCHE BOBOIS**

reconnais avoir reçu les documents afférents à l'Assemblée Générale précitée et visés à l'article R.225-81 du Code de Commerce,

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale du 13 juin 2024, tels qu'ils sont visés par l'article R.225-83 du Code de Commerce.

Fait à _____, le _____ 2024.

Signature

*Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du code de Commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R.225-83 du code de Commerce, à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.

